

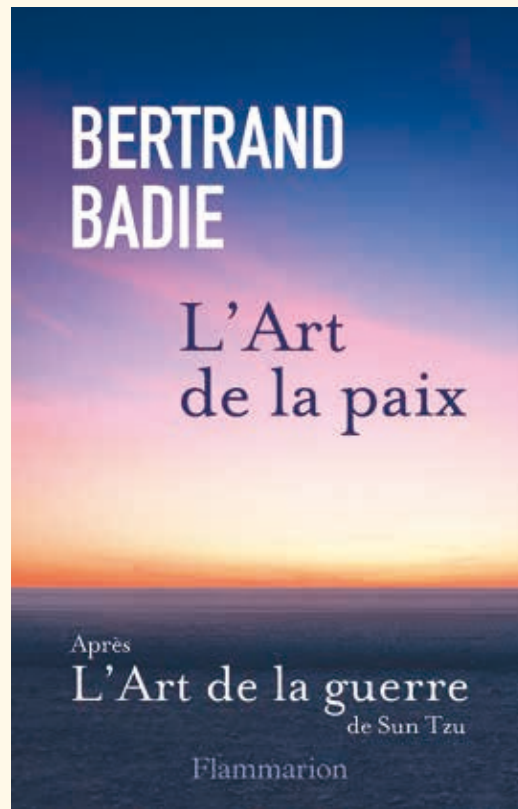
POURQUOI LA PAIX EST-ELLE UN ART ?

Huit milliards d'Artistes

Bertrand Badie nous invite dans son dernier livre, *L'Art de la Paix*, à remettre le concept et la réalité de la Paix et de la Guerre dans le bon sens, à ne plus conditionner, de fait, la paix à la logique des conflits. Ce à quoi nous assistons hélas tous les jours avec la mise en avant de l'aspect transactionnel des paix qui montre depuis des siècles sa nocivité.

EN SAVOIR PLUS

• Aux Éditions Odile Jacob :
« Pour une approche subjective des relations internationales » (2023)
« Le Temps des humiliés Pathologie des relations internationales - Nouvelle édition augmentée et réactualisée » (2019)
« Vivre deux cultures. Comment peut-on naître franco-persan ? » (2022)



Planète Paix : En quoi l'hégémonie est-elle l'ennemie de la paix ?

Bertrand Badie : On a toujours eu tendance et surtout dans notre histoire européenne et euro-américaine à concevoir la paix à l'envers, à la considérer comme une réponse à la guerre alors qu'il faudrait faire l'effort de penser dans l'autre sens. Si on part de la guerre pour construire la paix, celle-ci devient une trêve, une sorte d'armistice, de cessez-le-feu, elle prépare la future guerre. La vraie nature de la paix est, de façon plus exigeante, l'accomplissement de l'humanité : si on veut construire une paix durable, on ne le peut le faire qu'à partir de la recherche active de ce qui fait l'humanité et de ce qui fait ce besoin de coexistence entre les humains, pour reprendre la formule d'Aristote. Si on fait le bilan de l'histoire récente, on s'aperçoit que l'on n'a connu que des paix transactionnelles, des compromis, des bricolages. Ces négociations qu'évoquent les grands traités de paix qui structurent nos manuels d'histoire, sont en réalité très loin de l'idéal de paix et ne collent qu'à l'idée de guerre. Et aujourd'hui, la guerre ne parvient même plus à déboucher sur ces formes de transaction. Aucun des quelque 500

conflits qui ont fait souche depuis 1945 n'a abouti à un accord solide. Personne ne dira plus que ce sont les accords de Doha qui ont mis fin à la guerre d'Afghanistan, ni ceux de Paris à la guerre au Vietnam, ni ceux d'Alger au conflit du Sahel. Et on pourrait ainsi continuer : cette paix transactionnelle est une fausse paix qui ne fonctionne plus aujourd'hui.

PP : Alors comment bâtir des rapports internationaux basés sur d'autres critères que la compétition, la violence, l'hégémonie des puissances ?

B.B. : Le premier travail de paix consiste justement à trouver ces critères : quels sont les éléments qui vont permettre de construire un état de paix ? Il faut réinterroger, ce que je fais dans mon livre, les grands ancêtres, pas seulement ceux du monde occidental, mais aussi ceux des mondes africain, chinois, arabe qui, finalement, convergent pour considérer que la paix, c'est l'intégration sociale, c'est la construction d'une coexistence fructueuse et harmonieuse entre les individus. Fructueuse donc capable de satisfaire les besoins humains fondamentaux - en matière alimentaire, sanitaire, climatique, culturel, comme en termes d'habitat ou de liberté et de droit. Il faut à la fois effectuer cette intégration productive de bonheur et savoir gérer ce bonheur collectif, autant de préoccupations étrangères aux grandes innovations politiques de notre histoire récente. Il faut retourner à cette idée aristotélicienne de bonheur humain ne s'accomplissant que dans la paix et reposant d'abord sur la reconnaissance de l'Autre. J'aurais tendance même à aller jusqu'à dire l'amour de l'Autre.

PP : Vous montrez l'importance du lien social, de l'altérité : l'homme est « un piéton du monde », « un atome de la paix », il y a « 8 milliards de diplomates ». La paix est-elle l'affaire de chacun ?

B.B. : Oui et justement, l'erreur est de penser que la paix est l'affaire, comme disait, à tort, Raymond Aron du « diplomate et du soldat ». Il ne peut pas y avoir de vraie paix qui n'appartienne à la profondeur même des comportements humains. D'où la place importante accordée dans mon livre à l'éducation à la paix. La paix commence lorsque l'éducation nationale enseigne conjointement l'amour de l'Autre et le lien avec l'Autre. On ne peut pas se lier à l'Autre si on ne le connaît pas et si on ne le reconnaît pas. Le connaître, ça veut dire apprendre ce qu'il est, apprendre son histoire. Et le recon-



Photo : Franck Ferville © Flammarion

naître, c'est le considérer comme un humain, un semblable avec toute sa richesse propre, sa différence, laquelle exprime l'identité humaine profonde. A cet effet, la paix va de pair avec un comportement d'hospitalité : si vous n'apprenez pas à accueillir l'Autre, l'étranger, vous ne pourrez jamais contribuer à cet effort global de paix. C'est ce qui rend la dénonciation actuelle de la migration, particulièrement en France, extrêmement pernicieuse.

PP : La gouvernance de l'éducation doit-elle être nationale ou mondiale ?

B.B. : Elle doit être d'abord nationale en incluant dans les programmes une éducation à la paix. La paix doit être enseignée au même titre que n'importe quelle autre discipline. Enseigner la paix n'a jamais été un objectif dans l'histoire de notre République. Il faut donc transformer les programmes, innover fortement en inversant les facteurs : les programmes actuels sont organisés autour de l'enseignement de la guerre et des héros français de la guerre, de Vercingétorix jusqu'à Napoléon, mais on ne parle jamais des œuvres de paix. Personne n'enseigne le rôle qu'a pu jouer l'abbé de Saint-Pierre en parlant le premier d'une paix perpétuelle, ni de Léon Bourgeois alors que Jules Ferry dont le fond de la pensée était raciste a eu droit de donner son nom à de multiples lycées et a sa place au Panthéon. Cette première étape, uniquement nationale, serait insuffisante si

on n'allait pas vers une gouvernance mondiale de l'éducation à la paix. C'est ce qui a été amorcé notamment dans le cadre de l'Unesco, lors du Forum mondial sur l'éducation, tenu à Incheon, en République de Corée, en 2015, ouvrant des perspectives d'harmonisation des programmes d'enseignement, voire d'un manuel commun à l'ensemble de l'humanité rédigé par des intellectuels venant des cinq continents. Un grand livre de l'humanité devrait exposer tous les efforts qui ont été faits en faveur de la paix mais aussi tous les ravages de la guerre. La production de ce travail collectif est extrêmement importante pour montrer à quel point nos sociétés fabriquent des petits soldats de plomb, qui considèrent la guerre comme, à la façon d'Héraclite, une condition naturelle de l'humanité. Il faut apprendre à « jouer à la paix » : on en est hélas très loin.

PP : Que répondre à l'éternelle question « l'homme est-il porté vers la guerre ou vers la paix ? »

B.B. : D'abord que chaque humain a sa part de responsabilité, ensuite que la paix s'apprend au quotidien. Vous touchez là peut-être l'un des nerfs essentiels du problème, c'est à dire que l'on a toujours tendance à poser des questions politiques en termes relationnels, et jamais en termes globaux. On considère à tort que la paix est la construction d'une relation alors qu'elle est la découverte d'un état, d'une humanité qui

est entièrement exposée aux mêmes risques, climatique, sanitaire, alimentaire, etc. Si on parle d'une relation pacifique avec l'Autre, cela présuppose que l'Autre est d'abord une menace, une menace qu'il faut contenir. Or, la principale menace ne vient pas de l'Autre mais de tous ces grands risques globaux que l'on a tendance à négliger. Face à eux, la seule réponse possible, c'est la solidarité de tous les humains. Il y a un intérêt commun pour remédier aux défis tels que le réchauffement climatique et les épidémies. Pour le Covid par exemple, la seule façon d'y échapper était la vaccination universelle.

PP : « L'Art de la paix » : sécurité collective ou sécurité commune ?

B.B. : Dans l'histoire, il y a eu quatre étapes dans la construction de la sécurité : la nationale, l'internationale, la collective avec la construction de la SDN puis des Nations Unies, et enfin, dans les années 80, la commune, élaborée par la commission présidée à l'ONU par Olaf Palme reposant enfin sur l'idée de commun partage et non de compétition. Dans le cadre de la sécurité collective, les États, individuellement ou en groupe, répriment celui d'entre eux qu'ils jugent coupable de rompre la paix. Dans la sécurité commune l'exigence est beaucoup plus forte car la sécurité devient alors un tout indivisible. Ce qu'il faut absolument instaurer, c'est une culture de la Paix dans laquelle le refus de la guerre ne sera plus une option parmi d'autres : elle doit intégrer le rejet de toutes les insécurités et l'acceptation de l'altérité. Notre philosophie occidentale, verticale, a énormément de mal à intégrer cela car elle considère que la « Raison », inventée en Europe, est universelle et que l'Autre est naturellement inférieur.

Aujourd'hui rares sont les guerres où il y a un « gagnant ». Et la surprise est que, généralement, c'est le plus faible qui gagne (les États-Unis ont perdu presque toutes leurs guerres depuis 1945). Mais, les guerres n'ont jamais été aussi meurtrières, aussi coûteuses en vies humaines et économiquement, et elles rapportent de moins en moins. La guerre a donc perdu sa fonctionnalité de jadis : il est donc rationnel de miser sur son dépassement, ce qui offre une lueur d'espoir.

Face à ce bras de fer stupide avec des politiques qui veulent à tout prix maintenir une guerre de moins en moins utile, ce sont les sociétés qui peuvent se mobiliser pour dénoncer cette absurdité croissante, d'où le rôle de plus en plus important de l'opinion internationale, des ONG, des phénomènes d'empathie.

Interview de Bertrand Badie par Édith Boulanger et Yves-Jean Gallas

SYRIE

Va-t-elle aller de Charybde en Scylla ?

Le peuple syrien a fêté dans l'allégresse la chute du régime des Assad.

Mais le nouveau maître du pays,

Ahmed al-Sharra, plus connu sous son nom de guerre de

Abou Mohammed al-Jolani, qui est passé par l'État

islamique puis

al Qaïda, veut

montrer un

nouveau visage.

Des mouvements

progressistes

s'organisent pour

une alternative.



La Syrie se trouve désormais à la croisée des chemins, avec de grandes opportunités pour nous, mais aussi avec de graves risques. Et nous devons vraiment examiner les deux ». Geir Pedersen, l'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, mettait en garde le monde au lendemain de la chute du régime baassiste. Si le diplomate lançait une telle mise en garde c'est parce qu'il savait pertinemment qu'au-delà des déclarations d'intentions, tout peut arriver, dans le pays et dans la région.



Statue de l'ex-président Hafez al-Assad renversée

Chute d'un régime honni

L'offensive qui a démarré le 27 novembre à Idlib, au nord du pays s'est terminée le 8 décembre, dans la capitale, après avoir traversé Alep, Hama et Homs. Une avancée expresse qui a révélé l'inanité du pouvoir en place. Celui-ci tenait encore grâce à quelques poches où vivaient les populations alaouites - d'où est originaire le clan Assad - et, pour les zones mixtes, grâce à une bourgeoisie sunnite prête à toutes les compromissions pourvu que son statut de classe soit préservé. Mais pour l'ensemble, c'est toute une population laborieuse, paysans et travailleurs, qui a fêté la chute d'un régime honni parce qu'incapable de comprendre et encore moins de répondre, aux souffrances d'un peuple en lui ouvrant un avenir autre que celui de l'allégeance ou de la prison. Les geôles enfin ouvertes ont montré l'horrible image de ces années de répression.

Treize ans de lutte contre le pouvoir central

Les difficultés économiques grandissantes dans les années 2000 et la mutation vers une économie libérale, plusieurs années de sécheresse, l'abandon de l'ouverture politique - le fameux « printemps de

Damas », mis en place par Bachar après la mort de son père Hafez al Assad - remplacée par une répression féroce, et la mainmise du parti Baas (nationaliste arabe laïc) sur les institutions publiques, se sont traduits par une colère sourde qui a explosé en 2011. Les seules forces organisées - bien que réprimées - se trouvaient être les organisations islamistes, notamment les Frères musulmans. A l'extérieur, les pays européens, les États-Unis et les pays du Golfe mettaient sur pied une opposition dirigée par des intellectuels laïcs en exil qui ont servi à masquer un projet islamiste pourtant déjà présent. Le mouvement populaire, parti de Deraa, axé d'abord sur des revendications sociales, s'est vite tourné contre le pouvoir central, préférant les balles au dialogue. Dans cet espace se sont infiltrés des groupes armés, en place dès 2011 mais particulièrement actifs à partir de 2012, notamment avec l'arrivée d'al Qaïda puis de Daech. Pendant plus de treize ans, les organisations islamistes se sont renforcées tout en s'affrontant pour la suprématie, aidées par la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar... En 2015, le pouvoir d'Assad était chancelant. Il aura fallu l'intervention militaire de la Russie, en septembre 2015, pour inverser la tendance, renforcée par les forces du Hezbollah libanais et des milices chiites iraniennes. Au fur et à mesure de la contre-offensive, les djihadistes étaient regroupés dans la province d'Idlib. Les accords d'Astana, entre la Turquie, la Russie et l'Iran, permettaient à Ankara d'installer sa prééminence dans le nord de la Syrie ce qui ne sera pas sans conséquence pour la suite.

Le HTC s'impose avec l'aide d'Erdogan

A Idlib, une organisation parvenait à s'imposer : le Hayat Tahrir al-Cham (HTC) avec à sa tête Ahmed al-Sharaa, plus connu sous son nom de guerre de Abou Mohammed al-Jolani, passé par l'État islamique puis al Qaïda avant de montrer un visage plus présentable malgré les exactions de ses troupes contre les minorités syriennes, alaouites, chrétiennes, arméniennes, chiites, druzes... Recep Tayyip Erdogan, le président turc, n'a jamais vraiment caché le rôle qu'il a joué en coulisse. C'est un secret de polichinelle : ses 10 000 hommes basés dans la province d'Idlib, ont encadré, ravitaillé et formé ces dernières années les combattants djihadistes de HTC. Sans le feu vert d'Ankara, l'offensive



éclair commencée le 28 novembre et achevée le 8 décembre à Damas n'aurait sans doute pas été déclenchée.

Voilà maintenant le même Erdogan qui affirme publiquement. « Toute attaque contre la stabilité du nouveau gouvernement syrien ou l'intégrité des anciennes terres syriennes sera confrontée à la fois au peuple syrien et à nous ». Son armée a établi depuis plusieurs années une zone tampon en plein territoire syrien et ses supplétifs regroupés au sein de l'Armée nationale syrienne (ANS) prennent maintenant d'assaut les localités jusque-là placées sous le contrôle de l'Administration autonome du nord-est syrien (AANES), établie par les Kurdes. Pour Erdogan, le but est clair : éradiquer, si ce n'est les Kurdes eux-mêmes, en tout cas leur représentation politique, le Parti de l'union démocratique (PYD) et ses forces armées des unités de défense (YPG) regroupées au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), en Syrie. En Turquie, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et tous ceux qui défendent la reconnaissance du fait kurde sont dans son viseur.

A Damas, le Hayat Tahrir al-Cham (HTC) a rapidement nommé, le 10 décembre, Mohammed al-Bashir Premier ministre par intérim pour diriger un « gouvernement de salut ». Al-Bashir est un proche du chef du HTC, Abou Mohammed al-Jolani, qui l'avait déjà installé à la tête de l'administration politique d'Idlib. Si certains avaient des doutes sur la nature de ce nouveau régime, al-Bashir les a levés lors sa première apparition publique. Derrière lui se trouvaient deux drapeaux : celui vert, noir et blanc arboré par les opposants à Assad, et un autre, blanc avec le serment de foi islamique en écriture noire,

généralement arboré en Syrie par les combattants islamistes sunnites.

Les nouveaux parrains de la Syrie

Autant d'indications qui montrent que les déclarations rassurantes de al-Jolani (« la victoire que nous avons remportée est une victoire pour tous les Syriens (...) notre pays appartient à nous tous »), les ordres donnés à ses troupes de ne pas saccager les locaux de l'administration publique et la volonté de donner un semblant d'ordre, répondent à une volonté des nouveaux parrains de la Syrie, la Turquie et le Qatar auxquels il faut ajouter à des degrés divers, les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël. Tel Aviv a contribué à la victoire des islamistes en bombardant les positions du Hezbollah et des milices iraniennes. Les Israéliens ont immédiatement après la chute du régime, occupé une partie encore plus importante du territoire syrien. La rapidité avec laquelle le nouveau drapeau a été hissé sur les ambassades syriennes en témoigne. Car tous, notamment les anciens soutiens de Bachar al-Assad, la Russie et l'Iran, ont compris qu'une nouvelle page se tournait, pas seulement pour le pays mais pour la région tout entière. Tous s'y préparent, veulent jouer leur propre partition, soit pour sauvegarder ce qui peut l'être encore (les bases sur la Méditerranée pour Moscou, un lien pour éviter l'isolement s'agissant de Téhéran), soit pour disposer d'un gouvernement aligné sur la construction de ce fameux nouveau Moyen-Orient cher à Washington et dans lequel Ankara voudrait disposer d'une place de choix. Mais l'Arabie saoudite, qui a renforcé ses positions politiques au Liban grâce à la guerre menée par Israël contre le Hezbollah, entend bien deve-

nir le leader régional sunnite avec l'aval de la nouvelle administration Trump.

Construire une Syrie pour la majorité des Syriens et Syriennes

Haytham Manna, militant des droits de l'homme, homme de gauche, opposant au régime des Assad, cherche maintenant à organiser les forces démocratiques et la société civile en un large rassemblement progressiste. Il dénonce l'attitude du nouveau pouvoir en place. « La feuille de route proposée fait pitié : Ahmed al-Sharaa veut organiser une conférence de dialogue national à laquelle il invitera les siens et quelques autres pour approuver ce qu'il a déjà fait, et lui donner tous les pouvoirs pour plusieurs années », dénonce-t-il. « C'est comme ça qu'il faut entendre sa promesse d'une nouvelle constitution dans trois ans et la tenue d'élections d'ici quatre ans. Il ne s'agit plus d'un gouvernement intérimaire ou d'une autorité de facto, mais plutôt de la concentration des pouvoirs et des avoirs du pays dans les mains d'un seul homme et d'un groupe homogène autour de lui. » Avec une dizaine de forces politiques démocratiques et d'ONG des droits de l'Homme et de la société civile opposés au régime baassiste, Haytham Manna a constitué un réseau. Ensemble, ils organisent les 15 et 16 février 2025 une conférence nationale à Genève, relayée par des visio-conférences dans les grandes villes syriennes. « Nous allons élaborer ensemble une feuille de route pour des actions communes afin de construire une Syrie qui ressemble à la grande majorité des Syriennes et des Syriens », explique-t-il.

Pierre Barbancey
Grand reporter à l'Humanité